

### *Les transports*

les provinces de l'Ouest, soit 51 milliards de dollars environ, le montant des subventions nécessaires pour compenser le déficit qu'occasionne le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau, est bien insignifiant en comparaison. Le fait est que les agriculteurs canadiens sont victimes à la fois de la hausse des taux d'intérêt et du prix déprimé des denrées. Le budget n'a rien fait pour les aider, certains agriculteurs font faillite, leurs rêves sont anéantis, les jeunes perdent confiance et certains producteurs voient disparaître toute une vie de dur labeur. Autrement dit, les agriculteurs découragés sont prêts à renoncer.

Notre parti veut savoir et les producteurs doivent savoir quelle était l'intention du ministre quand il a demandé au professeur Gilson d'examiner la possibilité d'un tarif-marchandises variable. Nous aimerions savoir comment le gouvernement envisage la répartition de la subvention. Nous voulons savoir comment le ministre entend répartir ces 600 millions de dollars, car il doit certainement avoir une petite idée. Nous voudrions savoir ce qu'il voulait dire quand il a parlé de garantir des mécanismes assurant une performance et une capacité adéquate. Cela se fera-t-il uniquement par le truchement de mesures législatives. Au moyen de pénalités ou par l'octroi d'une prime de rendement? Et les garanties d'investissement? La Chambre et les producteurs ont besoin de savoir avec certitude que les investissements effectués grâce aux crédits du gouvernement fédéral vont effectivement servir à améliorer le réseau de transport et non pas à construire des centres commerciaux, à constituer des sociétés pétrolières ou à bâtir des hôtels. Sauf votre respect, j'estime que votre ministre n'a pas traité cette question d'une façon suffisamment sérieuse; il s'est montré beaucoup trop désinvolte. Par ailleurs, nous aimerions savoir à quels mécanismes le ministre entend recourir pour mettre un terme aux anomalies qui existent dans le domaine des tarifs de fret et assurer un semblant de parité entre les coûts de transport des produits bruts et ceux des produits manufacturés. En outre, nous aimerions savoir ce que le gouvernement a en tête et nous voudrions qu'il nous parle de ses projets en matière de diversification de l'activité économique. Comment s'y prendra-t-il pour venir en aide aux Canadiens de l'Ouest? L'enjeu est beaucoup trop grand pour qu'on laisse toutes ces questions à la discrétion du négociateur.

La politique qui nous a été présentée était extrêmement vague à bien des égards et elle peut être interprétée de nombreuses façons. Quelqu'un a dit que c'était une politique consistant à noyer le poisson. Le Parlement ne devrait pas être relégué au rang de spectateur, mais les députés devraient au contraire participer activement. Il ne fait évidemment aucun doute que les producteurs doivent avoir leur mot à dire. Cette question va bien au-delà d'une simple actualisation des tarifs de fret. C'est une question qui met en jeu jusqu'au mode de vie économique et sociale de l'Ouest.

Je rappelle aux députés qu'il semble y avoir un esprit de rébellion dans l'Ouest. Il y a comme un climat d'insubordination, et le vent de fronde qui souffle à la Chambre traduit bien l'ambiance dans l'Ouest. Les habitants de cette région voient dans l'intention de supprimer le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau une nouvelle offensive visant à exacerber le climat de confrontation que veut susciter le gouvernement, climat qui a fait naître de nouveaux soupçons et beaucoup de suspicion dans la région. Le climat qui règne aujourd'hui dans l'Ouest est bien différent de celui qui prévalait lorsque mon parti était

au pouvoir. A l'époque, il régnait un sentiment de collaboration, d'harmonie, le sentiment qu'on pouvait réaliser bien des choses ensemble. Il y avait une atmosphère de confiance et de stabilité et les gens estimaient que notre gouvernement tenait ses promesses et ses engagements. Nous savons tous dans quel pétrin se trouvait le transport des céréales quand notre parti est arrivé au pouvoir. L'année précédente, nous avons perdu des ventes de céréales pour un milliard de dollars à cause de pannes dans le réseau de transport. Nous avons obtenu la collaboration de tous les intéressés, y compris les gouvernements provinciaux. Nous avons nommé un coordonnateur des chemins de fer. Nous avons collaboré avec les chemins de fer. Nous avons promis qu'une décision serait prise au sujet de Prince-Rupert, et elle l'a été. Nous avons promis d'essayer de maintenir les embranchements, et ils ont été maintenus. Notre attitude était positive et non négative. Maintenant, c'est le désespoir qui règne.

Je voudrais maintenant revenir à la question du mandat. Le gouvernement libéral est-il mandaté pour abandonner le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau? Bien sûr que non. Le gouvernement libéral a non seulement négligé de tenir ses promesses, notamment de l'énergie à coût modique, l'autarcie énergétique, des taux d'intérêt bas, une bonne gestion économique, des emplois, des logements convenables et un climat agricole sain, mais il a négligé de dire aux Canadiens ce qu'il entend faire. Par exemple, il s'est bien gardé de dire aux Canadiens durant la campagne électorale qu'il adopterait une politique d'affrontement qui pour ainsi dire déchire le pays. Il n'avait pas dit qu'il consacrerait les 18 premiers mois de son mandat à un débat sur la nouvelle constitution et qu'il négligerait les problèmes économiques. Il n'avait pas dit aux Canadiens qu'il établirait un Programme énergétique national désastreux qui a provoqué un exode de main-d'œuvre, de matériel et de capitaux, ainsi que de connaissances techniques vers le Sud. Il n'avait pas prévenu les Canadiens qu'ils seraient lourdement taxés, directement et indirectement, ni que le prix de l'énergie doublerait. Il n'avait pas dit aux Canadiens qu'il allait supprimer le MEER et détruire le secteur privé. Il n'avait pas dit aux Canadiens qu'il supprimerait 20 p. 100 des lignes de transport-voyageurs ni qu'il abandonnerait le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Je demande aux députés si le parti libéral aurait remporté les élections s'il avait dit la vérité aux Canadiens. Jamais!

Ces politiques capitales touchent souvent l'Ouest où les libéraux n'ont aucun représentant élu à l'ouest de la ville de Winnipeg. Se demande-t-on encore pourquoi un sentiment d'aliénation et de méfiance règne dans cette région du pays? Ce sentiment d'aliénation et la réaction politique sont des bombes à retardement.

Quelle est la politique des libéraux? D'après le manuel de politique du parti libéral paru en 1980, le gouvernement s'engageait à maintenir le tarif du Pas du Nid-de-Corbeau. Du 4 au 6 juillet 1980, au Congrès du parti libéral, celui-ci a réitéré sa ferme volonté de maintenir le tarif-marchandises statutaire. Le ministre a reconnu et convenu à la Chambre que le tarif statutaire devait demeurer tel quel. On peut lire à ce propos un passage intéressant dans le *hansard* du 2 mai 1980 à la page 693. J'avais à ce moment-là la parole et je disais ce qui suit: